

Commissions

VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2009

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Le vendredi 4 décembre 2009, le sénateur John Crombez, vice-président de la Commission spéciale de suivi chargée d'examiner la crise financière et bancaire, s'est entretenu avec M. Sébastien Huyghe, membre de l'Assemblée nationale française. Au cours de cet entretien, les deux parlementaires ont notamment eu un échange de vues sur les travaux de l'ancienne Commission spéciale de la Chambre et du Sénat belges chargée d'examiner la crise financière et bancaire et de l'actuelle commission de suivi. Ils se sont plus particulièrement intéressés à la question des recommandations. Ont également été évoquées en détails les initiatives législatives prises en Belgique et en France en vue de réagir à la crise ainsi que les mesures initiées aux niveaux européen et international en général.

Groupe de travail "Fraude fiscale"

GRUPE DE TRAVAIL "FRAUDE FISCALE"

Président : François-Xavier de Donnea

➤ **VENDREDI 4 DÉCEMBRE 2009**

1. Échange de vues avec le ministre de la Justice sur les recommandations de la commission d'enquête sur les grands dossiers de fraude fiscale, relatives au fonctionnement de la Justice et à la collaboration entre la justice et le fisc. Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances et le secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice assisteront également à la réunion.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : vendredi 18 décembre 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ LUNDI 7 DÉCEMBRE 2009

1. Projet de loi-programme (art. 182 à 188), n° 2278/1.

- Co-rapporteur : M. Jacques Otlet.
- La discussion a eu lieu.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 11 voix et 2 abstentions.

2. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) Section 25 - Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement (Partim: Sécurité de la chaîne alimentaire), n°s 2223/1 et 2, 2224/17 et 2225/16. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteur : M. Jacques Otlet.
- La discussion a eu lieu.
- La commission a émis un avis favorable par 11 voix et 2 abstentions.

3. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) Section 44 - Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et Economie sociale (Partim: Intégration sociale et lutte contre la pauvreté), n°s 2223/1 et 2, 2224/20 et 2225/26. (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget). (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Jacques Otlet)

- La discussion a été poursuivie et clôturée.
- La commission a émis un avis favorable par 9 voix et 2 abstentions.

➤ MARDI 8 DÉCEMBRE 2009

1. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé, n° 2306/1.

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
- Exposé introductif par la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

2. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la thérapie au laser à faible intensité ('Low Level Laser Therapy')" (n° 17000).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la sécurité des médecins généralistes" (n° 17011).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les pratiques abusives constatées dans les abattoirs belges" (n° 17012).

- Question de M. Mark Verhaegen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage sans anesthésie d'animaux à des fins lucratives" (n° 17033).

- Question de M. Mark Verhaegen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage sans anesthésie d'animaux à des fins lucratives" (n° 17234).

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enquête de Gaia dans les abattoirs belges" (n° 17238).

- Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage rituel sans anesthésie" (n° 17272).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage rituel sans anesthésie" (n° 17312).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le tiers-payant dans le cadre de la vaccination contre le virus A/H1N1" (n° 17048).

- Question de Mme Katrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'absence de mise à jour en allemand du site www.influenza.be" (n° 17179).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la Commission de conciliation Assurance soins de santé" (n° 17069).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suivi des patients atteints d'une tumeur au cerveau" (n° 17105).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la castration des porcelets en élevage" (n° 17127).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le développement des drogues de synthèse" (n° 17151).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'aide à l'observance des traitements médicaux par les patients" (n° 17156).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les politiques de lutte contre le SIDA" (n° 17157).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la politique en matière de sida" (n° 17324).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation du nombre de cas de VIH dans notre pays" (n° 17482).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abatage rituel" (n° 17237).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Katrien Partyka à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la commission de médiation en matière d'assurances hospitalisation" (n° 17535).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Projet de loi instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac - Amendé par le Sénat, n°s 1768/1 à 10. (Discussion et vote).

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.

- La discussion a été clôturée.

- Des amendements et contre-amendements ont été déposés par Mme Lambert et Mme De Maght et consorts.

- Les contre-amendements n°s 37 à 39 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 11 voix contre 3 et 3 abstentions.

15. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé, n° 2306/1. (Continuation).

- La discussion a été clôturée.

- Des amendements ont été déposés par Mme Lambert et consorts et Mme Snoy et d'Oppuers.

- Les amendements n°s 1 à 3 ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Briefing sur la conférence des Nations Unies sur le changement climatique de Copenhague : position de la Belgique.

- Rapporteur : M. Jean Cornil.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie.

- Echange de vues.

2. Question de M. Philippe Blanchart au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'enquête nationale auprès des décideurs sur l'assise sociétale du développement durable" (n° 17040).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les résultats de l'étude relative à la diminution des émissions de CO2" (n° 17303).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Roland Defreyne au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'aménagement éventuel d'un centre d'asile à Ostende" (n° 17080).

- Question de M. Koen Bultinck au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les projets d'aménagement d'un nouveau centre d'asile à Ostende" (n° 17244).

- Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'éventuelle implantation d'un centre d'asile à Ostende" (n° 17349).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Michel Doomst au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la disparition de mineurs étrangers non accompagnés des centres d'accueil" (n° 17268).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation du nombre de familles menacées de perdre leur logement" (n° 17301).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'arrêt du Conseil d'État du 28 octobre 2009 concernant le RIS" (n° 17382).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la nouvelle circulaire Fedasil" (n° 17384).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de M. Olivier Destrebecq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le surendettement" (n° 17580).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Eric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le financement du Service fédéral Changements climatiques" (n° 17652)

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan de répartition n° 42" (n° 17614).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine réunion : lundi 14 décembre 2009.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 7 DÉCEMBRE 2009**

1. Projet de loi-programme (art. 190), n° 2278/1.

- Rapporteur : M. Roel Deseyn.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Jef Van den Bergh et François Bellot.

- Des amendements ont été déposés par M. Van den Bergh et consorts.

- Ces amendements ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé, a été adopté par 8 voix contre 1 et 3 abstentions.

2. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et les notes de politique générale) - Section 33 - Mobilité et Transport (partim : Entreprises publiques - compétence de la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques), n°s 2223/2, 2224/19 et 2225/19. (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Exposé introductif de la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques.

- Sont intervenus : MM. Patrick De Groot, David Lavaux, Ronny Balcaen et David Geerts, Mme Ine Somers, MM. Ludo Van Campenhout et Jef Van den Bergh, Mme Linda Musin, M. Bruno Stevenheydens, Mmes Valérie De Bue et Thérèse Snoy et d'Oppuers et MM. Roel Deseyn, Jan Mortelmans et François Bellot.

3. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et les notes de politique générale) - Section 33 - Mobilité et Transport (partim : compétence du secrétaire d'Etat à la Mobilité), n°s 2223/2, 2224/19 et 2225/23. (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion générale a été poursuivie.

- Sont intervenus : MM. Jan Mortelmans, Bruno Stevenheydens et Roel Deseyn.

- Le secrétaire d'Etat à la Mobilité a répondu.

- La commission a émis un avis favorable par 8 voix contre 2.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'étude d'Infrabel au sujet du désenclavement ferroviaire de la région du Nord-Limbourg et de la Campine anversoise" (n° 17027).

- Question de M. Bert Schoofs à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le désenclavement ferroviaire de la région du Nord-Limbourg" (n° 17464).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'avenir de la liaison ferroviaire Liège-Verviers-Aix-la-Chapelle" (n° 17035).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les travaux de forage réalisés sous la piste de décollage à Zaventem" (n° 17038).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les travaux du RER à Itterbeek (Dilbeek)" (n° 17041).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la suppression du train de 22h15 Charleroi-Erquelinnes" (n° 17066).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "B-Cargo (SNCB Logistics)" (n° 17364).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de M. André Perpète à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le nombre d'emplois chez Belgacom en province de Luxembourg" (n° 17107).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Question de M. André Perpète à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les changements qui touchent les facteurs de Vaux-sur-Sûre" (n° 17108).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Question de Mme Carine Lecomte à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les trains bondés du vendredi après-midi" (n° 17175).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la campagne Railtime” (n° 17180).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la réouverture du Rhin d’acier” (n° 17181).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Interpellation et questions jointes :

- Interpellation de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la liaison SNCB entre Bruxelles et Luxembourg et les décisions qui doivent être prises à Infrabel” (n° 396).

- Question de M. François Bellot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la modernisation des lignes 161-162 et l’usage des trains pendulaires” (n° 17193).

- Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les attermoissements de la SNCB relatifs à l’investissement dans les trains pendulaires et la modernisation de la ligne 161-162” (n° 17205).

- Question de M. Josy Arens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’utilisation du train pendulaire sur la ligne 162” (n° 17502).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

- Aucune motion n’a été déposée.

13. Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les retards et les suppressions de trains” (n° 17198).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de distribution de la presse gratuite” (n° 17202).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie De Bue au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “les problèmes de renouvellement des licences GSM” (n° 17182).

- Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “les conséquences de l’arrêt de la Cour d’appel de Bruxelles du 20 juillet 2009 pour le secteur des télécoms, les pouvoirs publics et l’Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)” (n° 17368).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’octroi des licences GSM” (n° 17522).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Roland Defreyne au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “la lutte contre la fracture numérique” (n° 17082).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “l’action ‘internet pour tous’ et plus particulièrement le nouveau package ‘start2surf@home’” (n° 17527).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'action 'internet pour tous'" (n° 17657).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la rétention des données" (n° 17526).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la portée de la directive européenne concernant la rétention de données" (n° 17528).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

18. Question de Mme Colette Burgeon au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la position de Belgacom dans le marché belge du 'triple play'" (n° 17222).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fibre optique à domicile" (n° 17223).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le réseau de fibres optiques (FTTH)" (n° 17516).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

20. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "une facture téléphonique de 46 000 euros" (n° 17333).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

21. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le changement contractuel unilatéral opéré par Telenet" (n° 17341).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la nomination d'un nouveau président et de conseillers à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)" (n° 17367).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le conseil d'administration de l'IBPT" (n° 17517).

- Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la politique et le fonctionnement de l'IBPT" (n° 17524).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

23. Question de M. Paul Vanhie au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le service de médiation pour les télécommunications" (n° 17369).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

24. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "sa 'vision' concernant la privatisation complète de Belgacom en 2015" (n° 17499).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

25. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le code d'éthique relatif aux télécommunications" (n° 17518).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

26. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le plan tarifaire le plus avantageux" (n° 17519).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

27. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs des SMS" (n° 17525).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

28. Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la Présidence européenne" (n° 17656).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : lundi 14 décembre 2009.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Herman De Croo, Mme Vanessa Matz (S) et M. Geert Versnick

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat)

- Exposé du premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des Chefs d'États et de gouvernement des jeudi 10 décembre et vendredi 11 décembre 2009 à Bruxelles
- Échange de vues.

Prochaine réunion : mercredi 16 décembre 2009.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

1. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim: Assurances), n°s 2223/2, 2224/18 et 2225/14.
(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Rapporteurs : Mmes Sofie Staelraeve et Katrin Jadin.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.
- La commission a émis un avis favorable par 11 voix et 4 abstentions.

2. Question de M. Xavier Baeselen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 17117).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le manque de transparence du marché des sonneries de GSM" (n° 17126).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de M. Xavier Baeselen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la période d'attente hivernale" (n° 17128).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'amélioration de la vente de billets lors d'événements culturels et sportifs majeurs" (n° 17169).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la Banque-carrefour des Entreprises et des ASBL" (n° 17334).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obligation pour les opérateurs de télécommunications de simplifier leurs factures et de les rendre plus transparentes" (n° 17335).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'envoi de plus de 600 messages SMS à un collègue" (n° 17336).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement de millions d'euros d'arriérés de droits de prêt aux auteurs" (n° 17337).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Projet de loi-programme (art. 78 à 93), n°s 2278/1 et 8.
Amendement du gouvernement.

- Rapporteur : Mme Liesbeth Van der Auwera.

- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- L'amendement du gouvernement a été adopté à l'unanimité.

- Les articles, tels qu'amendés, ont été adoptés.

- Des corrections ont été apportées.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

11. Projet de loi contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : PME et Classes moyennes) et Section 46 - Politique scientifique, n°s 2223/2, 3 et 4, 2224/18 et 21 et 2225/20. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve).

Amendements de M. Goyvaerts et Mme Pas.

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

- Les amendements n°s 7, 11 et 15 ont été rejetés par 10 voix contre 1.

- La commission a émis un avis favorable par 10 voix contre 1 et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Question de Mme Colette Burgeon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'avenir du Triage-Lavoir de Péronnes-lez-Binche" (n° 17233).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

2. Question de M. Jan Jambon à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les souhaits exprimés par l'Ordre flamand des Architectes" (n° 17612).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

➤ **JEUDI 10 DÉCEMBRE 2009**

10. Projet de loi-programme (art. 163 à 179), n°s 2278/1.

Amendement de Mme Lalieux et consorts.

(Renvoyé en commission par la séance plénière du jeudi 10 décembre 2009).

- Rapporteurs : Mmes Karine Lalieux et Liesbeth Van der Auwera.

- Mme Lalieux a exposé son amendement.

- La discussion a eu lieu. Ont pris la parole : Mmes Cathy Plasman, Tinne Van der Straeten, Muriel Gerkens et Karine Lalieux et M. Bart Laeremans.

- L'amendement a été adopté par 8 contre 5 voix et 1 abstention.

- L'article 182, tel que modifié, (ancien article 169) a été adopté par 9 voix contre 5.

Prochaine réunion : lundi 14 décembre 2009.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

1. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 23 - SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (partim : Égalité des chances), n°s 2223/2, 2224/15 et 2225/25. (Discussion générale et votes). (Rapporteurs : M. Stefaan Vercamer et Mme Camille Dieu). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Guy D'haeseleer, Georges Gilkinet et Mathias De Clercq et Mmes Valérie De Bue, Colette Burgeon, Camille Dieu, Hilal Yalçın, Françoise Colinia et Sarah Smeyers.

2. Projet de loi-programme (art. 40, 44 à 50, 59 à 64, 68 à 77, 94 et 95) (art. 96 à 108), n°s 2278/1 et 4. (Continuation et votes). (Vote sur l'ensemble). (Rapporteurs : Mmes Camille Dieu et Sarah Smeyers).

Amendements de Mme Tasiaux et consorts, Mmes Yalçın, Claes, Lecomte, Dieu, MM. Bonte, Vercamer, De Clercq, Bonte et Mme Kitir.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Les articles ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 12 voix et 3 abstentions.

3. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 23 - SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (partim : Emploi), n°s 2223/2, 2224/15 et 2225/25. (Discussion générale et votes). (Rapporteurs : M. Stefaan Vercamer et Mme Camille Dieu).

(Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion a été poursuivie et clôturée.
- Des amendements ont été déposés par M. Bonte.
- Ces amendements ont été rejetés.
- La commission a émis un avis favorable par 11 voix contre 3.

4. Projet de loi en vue de soutenir l'emploi, n° 2307/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile.
- La discussion a été entamée. Sont intervenus : MM. Hans Bonte, Stefaan Vercamer et Georges Gilkinet et Mmes Camille Dieu, Valérie De Bue et Meryame Kitir.
- Des amendements ont été déposés par Mme Smeyers et M. Vercamer.

Prochaine réunion : vendredi 11 décembre 2009.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Avis de subsidiarité sur la proposition de règlement relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, COM (2009) 154 - adoptée par la Commission européenne le 14 octobre 2009.
(Continuation, clôture et vote). (Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens).

- Une discussion a eu lieu.
- Le représentant du secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de Justice (I), n°s 2160/1 et 2. (Deuxième lecture, Rgt. 94). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).
Amendements de M. Terwingen et Mme Becq.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens) modifiant l'article 138 du Code d'instruction criminelle, n° 1622/1.
- Des amendements ont été déposés par M. Landuyt, M. Terwingen et consorts et par le gouvernement.
- La commission a pris connaissance de la note du service juridique.
- Les amendements n°s 6, 8, 10, 11 et 14 ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix et 1 abstention.

4. Projet de loi relatif aux méthodes de recueil des données des services de renseignement et de sécurité, n°s 2128/1 à 4.

Amendements de MM. Laeremans, Schoofs, Van Hecke et Lahssaini.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Filip De Man, Bart Laeremans) modifiant la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'État, n° 1023/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers) modifiant la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques en ce qui concerne la protection à l'égard des services de renseignements et de sécurité, n° 1757/1.

Avis du Conseil d'État.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens).

- Des amendements ont été déposés par M. Terwingen et consorts, MM. Lahssaini et Van Hecke et M. Landuyt.

- La discussion des articles a été clôturée.

- Les amendements n°s 22 à 50, 58 à 64 et 71 à 79 ont été adoptés.

5. Question de Mme Magda Raemaekers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre croissant des cas de violences conjugales et de maltraitance d'enfants" (n° 17001).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

6. Question de Mme Françoise Colinia au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la médiation familiale" (n° 17199).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie maritime, n° 2214/1.

- Projet de loi relatif à la lutte contre la piraterie maritime et modifiant le Code judiciaire, n° 2215/1.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.

- Exposé introductif du ministre de la Justice.

- La discussion générale a eu lieu.

Projet de loi n° 2214/1

- La discussion des articles a eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par M. Landuyt.

- Les articles, inchangés, ont été adoptés à l'unanimité.

2. Projets de loi joints :

- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution - Amendé par le Sénat, n° 2107/6.

- Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution - Amendé par le Sénat, n° 2108/6.

- Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere.

- Exposé introductif du ministre de la Justice.

- Des amendements ont été déposés par M. Landuyt.

- Les projets de loi, inchangés, ont été adoptés par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la surcharge de travail à la cour d'assises de Bruxelles" (n° 17087).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la longueur des délais avant la tenue des procès d'assises" (n° 17220).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "l'inquiétant retard en matière de procédures d'assises à Bruxelles" (n° 17281).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Thierry Giet au ministre de la Justice sur "l'intervention du pouvoir judiciaire dans le règlement des conflits collectifs et l'accès aux entreprises en présence de piquets de grève" (n° 17046).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la possibilité d'avertir des victimes lors de la libération de l'auteur de l'acte délictueux" (n° 17094).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'initiative du procureur d'Anvers d'avertir les victimes lors de la libération de l'auteur de l'acte délictueux" (n° 17229).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le projet pilote du parquet d'Anvers" (n° 17285).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 17116).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les actions entreprises afin de prévenir la propagation du sida en milieu carcéral” (n° 17132).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “le trafic de GSM dans les prisons” (n° 17133).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. David Clarinval au ministre de la Justice sur “une demande d’étude de faisabilité du transfert du projet de construction d’une nouvelle prison à Sambreville vers l’actuelle base militaire de Baronville à Beauraing” (n° 17176).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les pièces à conviction volées au palais de justice de Bruxelles” (n° 17214).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le manque de place dans les établissements fermés pour jeunes délinquants” (n° 17215).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le nouvel établissement fermé pour les jeunes délinquants à Tongres” (n° 17232).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “un nouvel établissement fermé pour les jeunes délinquants à Malines” (n° 17247).

- Interpellation de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le protocole d’accord conclu avec le ministre flamand du Bien-Être” (n° 393).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Renaat Landuyt.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Carina Van Cauter.

12. Questions et interpellations jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la sécurité à Bruxelles” (n° 17227).

- Interpellation de M. Renaat Landuyt au premier ministre sur “la sécurité à Bruxelles” (n° 394).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les émeutes survenues récemment à Anderlecht et à Forest” (n° 17284).

- Interpellation de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’insécurité à Bruxelles” (n° 400).

- Le ministre de la Justice a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Renaat Landuyt.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Carina Van Cauter.

13. Interpellation de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la mesure de la charge de travail” (n° 397).

- Le ministre de la Justice a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par MM. Peter Logghe et Bart Laeremans.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Mia De Schamphelaere.

14. Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur “le fonctionnement de l’Exécutif des musulmans” (n° 17326).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 15 décembre 2009.

Intérieur

COMMISSION DE L’INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de migration et d’asile, n° 2305/1.

- Rapporteur : M. Josy Arens.
- Exposé introductif du secrétaire d’État au Budget, à la Politique de Migration et d’Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mme Leen Dierick et M. Roland Defreyne.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- Les articles et l’ensemble du projet de loi, ainsi corrigé, ont été successivement adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

2. Question de M. Flor Van Noppen au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l’impossibilité de joindre l’Office des Étrangers” (n° 17024).

- Le secrétaire d’Etat au Budget, à la Politique de Migration et d’Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d’État au Budget, à la Politique de migration et d’asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “les demandes d’asile en vue d’éviter l’excision” (n° 17043).

- Le secrétaire d’Etat au Budget, à la Politique de Migration et d’Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les accords bilatéraux" (n° 17044).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le contrôle de l'authenticité des pièces justificatives dans les dossiers de régularisation" (n° 17050).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

6. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des réfugiés climatiques" (n° 17465).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les demandes d'asile pour éviter les mutilations génitales" (n° 17536).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

8. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "les lacunes de la procédure relative à la loi du 15 décembre 1980" (n° 17559).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les compétences des agents de gardiennage" (n° 17047).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Yolande Avontroodt à la ministre de l'Intérieur sur "la déclaration d'un système d'alarme" (n° 17104).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 17112).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre la criminalité dans les maisons de repos" (n° 17143).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides perçus pour les sommets européens entre 2004 et 2007" (n° 17144).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les coups de feu sur des camions" (n° 17145).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les cambriolages à Bruxelles" (n° 17146).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de l'Intérieur sur "le financement des zones de police par le fédéral" (n° 17185).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les menaces de mort adressées à des agents de police bruxellois" (n° 17296).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la fusillade survenue à Halen le vendredi 20 novembre 2009" (n° 17297).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la citation de policiers de Maasmechelen" (n° 17299).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "les renforts en personnel de la police fédérale au bénéfice des zones de police intercommunales bruxelloises" (n° 17314).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "l'évasion de M. Ashraf Sekkaki" (n° 17363).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "la campagne Bob" (n° 17380).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention de la police de Gand lors d'une manifestation estudiantine" (n° 17400).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le financement de la réforme des services de secours" (n° 17414).

- Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme des services d'incendie" (n° 17454).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la demande d'aide du Danemark" (n° 17428).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la violence dans les transports en commun" (n° 17430).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les compétences des agents de gardiennage" (n° 17431).

- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "l'impuissance des contrôleurs face aux resquilleurs qui refusent de décliner leur identité" (n° 17452).

- Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les contrôleurs de la STIB" (n° 17582).

- Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de l'Intérieur sur "l'identification de fraudeurs par les agents de sécurité et de contrôle de la STIB" (n° 17606).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention de plongeurs sapeurs-pompiers belges lors d'accidents sur le territoire néerlandais" (n° 17466).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "l'étude relative aux délais d'intervention" (n° 17494).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les matches de football pendant la période de Noël" (n° 17495).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "le récent discours du président américain Obama sur l'Afghanistan et le soutien supplémentaire demandé éventuellement aux alliés de l'OTAN" (n° 17507).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le réseau ASTRID" (n° 17555).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la situation au sein de la police aérienne" (n° 17576).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 25 et 160 à 168), n° 2299/1.

- Rapporteur : M. Josy Arens.

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales.

- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.

- La discussion a eu lieu.

- Les articles et l'ensemble des articles soumis à la commission ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas sur la mise à disposition d'un établissement pénitentiaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de peines privatives de liberté infligées en vertu de condamnations belges, faite à Tilburg (Pays-Bas) le 31 octobre 2009 - A transmettre par le Sénat, Doc. Sénat n° 1491/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Roel Deseyn).

- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : Mme Mia De Schamphelaere et MM. Renaat Landuyt, Georges Dallemagne et Xavier Baeselen.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la fonction de directeur général adjoint Europe au département des Affaires étrangères à Bruxelles” (n° 17014).
- Question de M. Joseph George au ministre de la Justice sur “l’ancien ambassadeur de Belgique à Paris” (n° 17061).
- Question de M. Joseph George au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation de l’ancien ambassadeur belge à Paris” (n° 17062).
- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le statut de M. Schmidt, ancien ambassadeur” (n° 17245).
- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur “l’ancien ambassadeur en France” (n° 17425).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Patrick Moriau au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les positions homophobes prises dans les pays partenaires de la coopération au développement belge” (n° 17031).
- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le projet de loi obligeant la délation de l’homosexualité en Ouganda” (n° 17152).
- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’incrimination de l’homosexualité en Afrique” (n° 17488).
- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la criminalisation de l’homosexualité en Ouganda” (n° 17513).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le financement de la guerre au Congo depuis la Belgique” (n° 17037).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “‘l’argent du sang’ en provenance de Belgique qui alimente le conflit au Congo” (n° 17068).
- Interpellation de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le financement de la guerre au Congo depuis la Belgique” (n° 395).
- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’escalade de la situation dans l’Est du Congo et le rôle de la Monuc” (n° 17240).
- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le rapport de l’ONU sur l’armement des groupes de rebelles au Congo” (n° 17515).

- Question de M. Mark Verhaegen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation actuelle en RD Congo et un récent rapport confidentiel de l’ONU” (n° 17677).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Mark Verhaegen.

4. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’exécution de Tibétains et la situation quant aux négociations relatives à une autonomie accrue du Tibet” (n° 17118).

- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’exécution de deux Tibétains à Lhasa le 20 octobre 2009” (n° 17570).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’aide financière de la Belgique pour les élections burundaises” (n° 17149).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d’État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères, sur “le passeport biométrique et la plate-forme numérique” (n° 17154).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la collecte des données biométriques pour les passeports par les administrations communales et provinciales” (n° 17158)

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la catastrophe de Bhopal” (n° 17235).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le conflit dans la province de Maguindanao aux Philippines” (n° 17236).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Interpellation de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la nostalgie qu’éprouve le gouvernement turc à l’égard de l’empire ottoman et de la domination turque dans les Balkans” (n° 392).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Francis Van den Eynde et Mme Alexandra Colen.

- Une motion pure et simple a été déposée par M. Georges Dallemagne.

10. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la détérioration de la liberté de la presse en Turquie” (n° 17246).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’image de l’état belge à l’étranger” (n° 17342).

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la création d’un ‘conseil consultatif relatif à l’image’ chargé d’élaborer une présentation de notre pays” (n° 17419).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position de la femme pendant la récente visite belge en Arabie saoudite” (n° 17343).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les exécutions qui ont eu lieu en Arabie saoudite pendant la récente visite belge” (n° 17344).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le financement par l’Arabie saoudite de l’islam modéré” (n° 17345).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. David Clarinval au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la ‘contribution volontaire belge’ à l’Agence Internationale de l’Énergie de 2006 à 2009 et le potentiel conflit d’intérêt dans le chef d’un haut fonctionnaire de l’État belge” (n° 17385).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Patrick Moriau au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la fermeture du consulat belge à Alicante” (n° 17619).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : vendredi 11 décembre 2009.

“Professions cliniques”

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L’EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXUOLOGIE CLINIQUE, L’ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l’exercice des professions de la santé mentale, l’arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l’exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Marie-Martine Schyns, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l’arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l’exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l’exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l’orthopédagogie clinique, n°s 1357/1 et 2.
- Proposition de loi (Yolande Avontroodt, Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans) modifiant l’arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l’exercice des professions des soins de santé en ce qui concerne l’exercice de la psychothérapie, n° 1604/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

- La discussion des articles 4 et 35 la proposition de loi n°s 1357/1 et 2 a été poursuivie.

Prochaine réunion : mardi 19 janvier 2010.

Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

Projet de loi relatif à l'exercice d'une profession libérale et réglementée du chiffre par une personne morale, n° 2261/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.
- Exposé introductif du ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Luk Van Biesen, Bruno Tuybens, Joseph George et André Perpète et Mmes Ilse Uyttersprot et Muriel Gerken.
- Des corrections techniques ont été approuvées.
- Les articles 1 à 8 ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 1 et 2 abstentions.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 8 DÉCEMBRE 2009**

1. Projet de loi contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2009, n° 2281/1.

- Affaire sans rapport.
- L'article 1^{er} a été adopté par 8 voix et 3 abstentions.
- Les articles 2 à 4 ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 8 voix et 4 abstentions.

2. Projet de loi contenant le quatrième ajustement du Budget général des dépenses de l'année budgétaire 2009, n° 2285/1.

- Rapporteur : M. Guy Coëme.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} à 5, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Question de Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les abus en matière de régularisation fiscale" (n° 17593).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

2. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "la possibilité d'inclure les chambres d'étudiants dans les assurances incendie des parents" (n° 17338).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'assurance protection juridique" (n° 17340).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

4. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "la responsabilité professionnelle des professions médicales" (n° 17585).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Meyrem Almaci au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "la régularisation fiscale partielle de l'argent noir" (n° 17592).

- Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les abus en matière de régularisation fiscale" (n° 17594).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

6. Projet de loi relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café, n° 2258/1.

- Rapporteur : M. Jenne De Potter.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement et par M. Van de Velde.
- Les amendements n^{os} 1 et 2 ont été adoptés.
- Les amendements n^{os} 3 à 6 ont été rejetés.
- Les articles 1^{er} à 39, ainsi amendés ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé et y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 10 voix et 5 abstentions.

7. Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses - Amendé par le Sénat, n° 2170/9.

- Affaire sans rapport.
- Les articles 1^{er} à 95, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été successivement adoptés par 10 voix et 5 abstentions.

8. - Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses, n° 2310/1.

- Projet de loi portant des dispositions fiscales, n° 2311/1.

- Rapporteur : M. Kristof Waterschoot.
- Des amendements ont été déposés aux deux projets de loi par MM. De Potter, Brotcorne, Coëme, Van Biesen, Waterschoot et Gustin.

Projet de loi n° 2310/1

- Les amendements n^{os} 1 à 9, ainsi que les articles ainsi amendés ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été amendé et y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Projet de loi n° 2311/1

- Les amendements n^{os} 1 et 2, ainsi que les articles ainsi amendés ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Prochaine réunion : lundi 14 décembre 2009.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 16 - Défense nationale, n°s 2223/1 et 2, 2224/10 et 2225/17. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans). (Avis à rendre à la commission des Finances et du Budget).

- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : Mme Hilde Vautmans, MM. Patrick De Groote, Dirk Van der Maelen, André Flahaut, Wouter De Vriendt, Bruno Stevenheydens, Mme Brigitte Wiaux, M. Denis Ducarme, Mme Juliette Boulet, MM. François Bellot, David Geerts, Éric Libert et Gerald Kindermans.

- La commission a émis un avis favorable par 9 voix contre 3 et 2 abstentions.

3. Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour l'année 2010, n° 2272/1.

- Affaire sans rapport.

- Exposé introductif du ministre de la Défense.

- Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité.

4. Projet de loi relatif aux méthodes de recueil des données des services de renseignement et de sécurité, n°s 2128/1 à 4.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Filip De Man, Bart Laeremans) modifiant la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'État, n° 1023/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers) modifiant la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques en ce qui concerne la protection à l'égard des services de renseignements et de sécurité, n° 1757/1.

Avis du Conseil d'État.

(Avis à rendre à la commission de la Justice).

- Affaire sans rapport.

- La commission a émis un avis favorable sur le projet de loi par 12 voix contre 1 et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 9 ET JEUDI 10 DÉCEMBRE 2009**

Projet de loi instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire; Doc. Chambre n° 2314/1.

- Rapporteur: Mme Liesbeth Van der Auwera.

- Exposé introductif du ministre de la Défense.

- Échange de vues concernant l'organisation des travaux.

Prochaine réunion : vendredi 11 décembre 2009.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

1. Proposition de loi (Raf Terwingen, Mia De Schamphelaere, Mark Verhaegen) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'autorisation pour une constitution de partie civile dans le cadre de la tutelle, n° 1838/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- La discussion a eu lieu.
- La sous-commission renvoie la proposition de loi à la commission de la Justice.

2. Proposition de loi (Olivier Maingain, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant le Code civil en ce qui concerne les liens personnels entre frères et sœurs, n° 276/1.

- La sous-commission a décidé de demander l'avis de Union Royale des Juges de Paix et de Police.

3. Proposition de loi (Valérie Déom) modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n° 2165/1.

- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.
- Des amendements ont été déposés par M. Terwingen.
- La discussion a été entamée.

Prochaine réunion : mercredi 6 janvier 2010.

«Partis politiques »

GRUPE DE TRAVAIL PARTIS POLITIQUES

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

L'organe de contrôle en matière de dépenses électorales et comptabilité des partis politiques - Discussion des points de vue des groupes politiques.

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

Projets de loi joints :

- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle" - Transmis par le Sénat, n°s 1112/1 à 10.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de MM. Schiltz et Verherstraeten.

- Projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle" - Transmis par le Sénat, n°s 1113/1 à 9.

Avis du Conseil d'Etat.

Amendements de MM. Schiltz et Verherstraeten.

- Projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination "Cour constitutionnelle" - Transmis par le Sénat, n°s 1114/1 à 9.

Avis du Conseil d'État.

Amendements de MM. Schiltz et Verherstraeten.

(Renvoyés par la séance plénière du 19 novembre 2009).

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Patrick Dewael, Willem-Frederik Schiltz, Renaat Landuyt, Ben Weyts et Servais Verherstraeten.

Projet de loi n°1112/1

- Les articles ont été successivement adoptés sans modification.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

Projet de loi n°1113/1

- Les articles ont été successivement adoptés sans modification.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Projet de loi spéciale n°1114/1

- Les articles ont été successivement adoptés sans modification.

- L'ensemble du projet de loi spéciale a été adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Comptabilité

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2009**

Comptes 2008, ajustements budgétaires 2009, budget 2010 des 8 institutions qui bénéficient d'une dotation (Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comité P, Comité R, les médiateurs fédéraux, les commissions de nomination pour le notariat, la commission de la protection de la vie privée) : discussion et votes.

Comptes 2008 et budget 2010 de la Chambre des représentants - Les comptes 2008 et les budgets 2010 afférents aux membres belges du Parlement européen et au financement des partis politiques : discussion et votes.

- Sont intervenus : MM. Patrick Dewael, Luc Goutry, Dirk Van der Maelen et Hagen Goyvaerts.

Suivi des missions à l'étranger

COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Présidents : M. Francis Delpérée (S)

➤ JEUDI 10 DÉCEMBRE 2009

Aperçu des missions en cours à l'étranger.

- Exposé de M. Pieter De Crem, ministre de la Défense.
- Echange de vues.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ JEUDI 10 DÉCEMBRE 2009

1. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I); Doc. Chambre n° 52-2292/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 30 jours.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses; Doc. Chambre n° 52-2299/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses; Doc. Chambre n° 52-2310/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

4. Projet de loi instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire; Doc. Chambre n° 52 2314/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 25 jours.

Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 19 décembre 2009 au dimanche 3 janvier 2010 inclus.

